

ANNEXE de la DEMANDE d'AGREMENT en qualité d'accueillant familial pour les personnes âgées et les personnes handicapées

CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

Livre IV Professions et activités d'accueil

Titre IV Particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées

Partie législative

Chapitre I^{er} :	Accueillants familiaux et modalités d'agrément (Articles L441-1 à L441-4)	2
Chapitre II :	Contrat entre la personne accueillie et l'accueillant familial (Article L442-1)	4
Chapitre III :	Dispositions communes (Articles L443-4 à L443-10)	5
Chapitre IV :	Accueillants familiaux employés par des personnes morales de droit public ou de droit privé (Articles L444-1 à L444-9)	7

Partie réglementaire

Chapitre I :	Accueillants familiaux et modalités d'agrément.....	10
Section 1 :	Modalités et délai d'instruction de la demande d'agrément (Articles R441-1 à R441-10)	10
Section 2 :	Commission consultative de retrait (Articles R441-11 à R441-15)	13
Chapitre II :	Contrat entre la personne accueillie et l'accueillant familial (Articles R442-1 à D442-3)	14

CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

Livre IV Professions et activités d'accueil

Titre IV Particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées

- Partie législative-

CHAPITRE 1^{er} : ACCUEILLANTS FAMILIAUX ET MODALITES D'AGREMENT

Article L441-1

*(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 1°, 2° Journal Officiel du 18 janvier 2002)
(Ordonnance n° 2005-1477 du 1 décembre 2005 art. 16 Journal Officiel du 2 décembre 2005)*

Pour accueillir habituellement à son domicile, à titre onéreux, des personnes âgées ou handicapées adultes n'appartenant pas à sa famille jusqu'au quatrième degré inclus et, s'agissant des personnes handicapées adultes, ne relevant pas des dispositions de l'article L. 344-1, une personne ou un couple doit, au préalable, faire l'objet d'un agrément, renouvelable, par le président du conseil général de son département de résidence qui en instruit la demande.

La personne ou le couple agréé est dénommé accueillant familial.

La décision d'agrément fixe, dans la limite de trois, le nombre de personnes pouvant être accueillies. L'agrément ne peut être accordé que si les conditions d'accueil garantissent la continuité de celui-ci, la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies, si les accueillants se sont engagés à suivre une formation initiale et continue organisée par le président du conseil général et si un suivi social et médico-social de celles-ci peut être assuré. Tout refus d'agrément est motivé.

En cas de changement de résidence, l'agrément demeure valable sous réserve d'une déclaration préalable auprès du président du conseil général du nouveau lieu de résidence qui s'assure que les conditions mentionnées au quatrième alinéa sont remplies.

L'agrément vaut, sauf mention contraire, habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale au titre des articles L. 113-1 et L. 241-1.

Article L441-2

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 1°, 3° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Le président du conseil général organise le contrôle des accueillants familiaux, de leurs remplaçants et le suivi social et médico-social des personnes accueillies.

Si les conditions mentionnées au quatrième alinéa de l'article L. 441-1 cessent d'être remplies, il enjoint l'accueillant familial d'y remédier dans un délai fixé par le décret mentionné au même article. S'il n'a pas été satisfait à cette injonction, l'agrément est retiré après avis de la commission consultative. L'agrément peut également être retiré selon les mêmes modalités et au terme du même délai, en cas de non-conclusion du contrat mentionné à l'article L. 442-1, ou si celui-ci méconnaît les prescriptions mentionnées au même article, en cas de non souscription d'un contrat d'assurance par l'accueillant, ou si le montant de l'indemnité représentative mentionnée au 4° de l'article L. 442-1 est manifestement abusif. En cas d'urgence, l'agrément peut être retiré sans injonction préalable ni consultation de la commission précédemment mentionnée.

Article L441-3

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 1°, 4° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Les personnes handicapées relevant de l'article L. 344-1 peuvent faire l'objet d'un placement familial, à titre permanent ou temporaire, organisé sous la responsabilité d'un établissement médico-social ou d'un service mentionné audit article ou d'une association agréée à cet effet conjointement par le président du conseil général et le représentant de l'Etat dans le département, dans les conditions prévues par voie réglementaire.

Article L441-4

(inséré par Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 5° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités et le délai d'instruction de la demande d'agrément, la procédure de retrait, la composition de la commission consultative de retrait, la durée pour laquelle ledit agrément est accordé et renouvelé ainsi que le délai pour représenter une nouvelle demande après décision de refus ou retrait.

CHAPITRE II : CONTRAT ENTRE LA PERSONNE ACCUEILLIE ET L'ACCUEILLANT FAMILIAL

Article L442-1

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 6°, 7° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Toute personne accueillie au domicile d'un accueillant familial ou, s'il y a lieu, son représentant légal passe avec ledit accueillant un contrat écrit.

Ce contrat est conforme aux stipulations d'un contrat type établi par voie réglementaire après avis des représentants des présidents de conseil général. Ce contrat type précise la durée de la période d'essai et, passé cette période, les conditions dans lesquelles les parties peuvent modifier ou dénoncer ledit contrat, le délai de prévenance qui ne peut être inférieur à deux mois ainsi que les indemnités éventuellement dues.

Ce contrat précise la nature ainsi que les conditions matérielles et financières de l'accueil. Il prévoit notamment :

1° Une rémunération journalière des services rendus ainsi qu'une indemnité de congé calculée conformément aux dispositions de l'article L. 223-11 du code du travail ;

2° Le cas échéant, une indemnité en cas de sujétions particulières ;

3° Une indemnité représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie ;

4° Une indemnité représentative de mise à disposition de la ou des pièces réservées à la personne accueillie.

La rémunération ainsi que les indemnités visées aux 1° et 2° obéissent au même régime fiscal et de cotisations sociales obligatoires que celui des salaires. Cette rémunération, qui ne peut être inférieure à un minimum fixé par décret et évolue comme le salaire minimum de croissance prévu à l'article L. 141-2 du code du travail, donne lieu au versement d'un minimum de cotisations permettant la validation des périodes considérées pour la détermination du droit à pension conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 351-2 du code de la sécurité sociale. Les indemnités mentionnées respectivement aux 2° et 3° sont comprises entre un minimum et un maximum fixés par décret. Les montants minimaux sont revalorisés conformément à l'évolution des prix à la consommation, hors les prix du tabac, qui est prévue, pour l'année civile considérée, dans le rapport économique et financier annexé à la loi de finances.

Ce contrat prévoit également les droits et obligations des parties ainsi que les droits en matière de congés annuels des accueillants familiaux et les modalités de remplacement de ceux-ci.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES

Article L443-4

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 12° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

(Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 II Journal Officiel du 6 mars 2007)

Le bénéficiaire de l'agrément ou, le cas échéant, la personne morale employeur est tenu de souscrire un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes accueillies et d'en justifier auprès du président du conseil général.

De même, la personne accueillie est tenue de justifier d'un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les tiers et leurs biens. Le bénéficiaire de l'agrément a la qualité de tiers au sens de cet alinéa.

Un décret fixe les modalités d'application du présent article.

Article L443-5

Les rapports entre le bénéficiaire de l'agrément et la personne qui l'accueille ne sont pas régis par les articles 6 et 7 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière, même lorsque la personne accueillie a la qualité de locataire ou de sous-locataire.

Article L443-6

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 13° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Le couple ou la personne accueillant familial et, s'il y a lieu, son conjoint, la personne avec laquelle elle a conclu un pacte civil de solidarité ou son concubin, ses ascendants ou descendants en ligne directe, ne peuvent profiter de dispositions entre vifs ou testamentaires en leur faveur par la ou les personnes qu'ils accueillent que dans les conditions fixées à l'article 909 du code civil. L'article 911 dudit code est applicable aux libéralités en cause.

Article L443-7

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 14° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Dans le cas où le bénéficiaire de l'agrément est tuteur de la personne qu'il accueille, le contrat prévu à l'article L. 442-1 est conclu par le subrogé tuteur ou, à défaut de subrogé tuteur, par un tuteur ad hoc nommé par le juge des tutelles. Le contrat doit être homologué par le conseil de famille ou, en l'absence de conseil de famille, par le juge des tutelles. L'homologation du juge des tutelles est également requise si le juge a autorisé le majeur protégé à conclure lui-même le contrat avec son tuteur en application de l'article 501 du code civil ou lorsque le bénéficiaire de l'agrément est le curateur de la personne accueillie.

Article L443-8

Toute personne qui, sans avoir été agréée, accueille habituellement à son domicile, à titre onéreux, de manière temporaire ou permanente, à temps partiel ou à temps complet, une ou plusieurs personnes âgées ou handicapées adultes, est mise en demeure par le président du conseil général de régulariser sa situation dans le délai qu'il lui fixe.

Article L443-9

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 15° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Le fait d'accueillir à son domicile, à titre onéreux, des personnes âgées ou handicapées adultes, sans avoir déféré à la mise en demeure prévue à l'article L. 443-8 ou après une décision de refus ou de retrait d'agrément, alors que cet hébergement est soumis aux conditions mentionnées aux articles L. 441-1 et L. 441-3, est puni des peines prévues par l'article L. 321-4. Dans ce cas le représentant de l'Etat dans le département met fin à l'accueil.

Article L443-10

(Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 art. 51 I 16°, 17°, 18° Journal Officiel du 18 janvier 2002)

Sans préjudice des dispositions relatives à l'accueil thérapeutique, les personnes agréées mentionnées à l'article L. 441-1 peuvent accueillir des malades mentaux en accueil familial thérapeutique organisé sous la responsabilité d'un établissement ou d'un service de soins. Les obligations incombant au président du conseil général en vertu de l'article L. 441-2 sont assumées par l'établissement ou le service de soins mentionné ci-dessus.

Pour chaque personne accueillie, l'établissement ou service de soins passe avec l'accueillant familial un contrat écrit.

En contrepartie des prestations fournies, l'établissement ou service de soins attribue :

1° Une rémunération journalière de service rendu majorée, le cas échéant, pour sujétion particulière ; cette rémunération ne peut être inférieure au minimum fixé en application de l'article L. 442-1 pour la rémunération mentionnée au 1° de cet article et obéit au même régime fiscal que celui des salaires ;

2° Une indemnité représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie ;

3° Un loyer pour la ou les pièces réservées au malade ;

4° Une indemnité correspondant aux prestations de soutien offertes au patient, dont le montant minimum est fixé par le représentant de l'Etat dans le département et qui est modulé selon les prestations demandées à la famille d'accueil.

CHAPITRE IV : ACCUEILLANTS FAMILIAUX EMPLOYES PAR DES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC OU DE DROIT PRIVE

Article L444-1

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

Les personnes morales de droit public ou de droit privé peuvent, après accord du président du conseil général du département de résidence de l'accueillant familial, être employeurs des accueillants familiaux mentionnés à l'article L. 441-1.

Les accueillants familiaux employés par des collectivités territoriales ou leurs établissements publics administratifs sont des agents non titulaires de ces collectivités. Les accueillants familiaux employés par des établissements sociaux ou médico-sociaux publics sont des agents non titulaires de ces établissements.

Les dispositions particulières qui leur sont applicables sont fixées par voie réglementaire.

Le présent chapitre n'est pas applicable aux accueillants familiaux mentionnés à l'article L. 443-10 ayant passé un contrat avec un établissement ou service de soins pour accueillir des malades mentaux en accueil familial thérapeutique.

Article L444-2

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

Sont applicables aux personnes relevant du présent chapitre les dispositions suivantes du code du travail :

- la sous-section 1 de la section 1 et les sections 2, 3, 4-2, 5, 5-1, 5-2, 7 et 8 du chapitre II du titre II du livre Ier, ainsi que le dernier alinéa de l'article L. 123-1 ;
- le titre III ainsi que les chapitres préliminaire, III, V et VI du titre IV du livre Ier ;
- la section 2 du chapitre II, la section 2 du chapitre III, les chapitres V et VI du titre II, ainsi que le titre IV du livre II ;
- la section 1 du chapitre Ier du titre V du livre III ;
- les titres Ier, II, III et VI du livre IV ;
- les livres V et IX, à l'exception du titre VII.

Article L444-3

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

Il est conclu, pour chaque personne accueillie, entre l'accueillant familial et son employeur un contrat de travail écrit.

Tout contrat de travail fait l'objet d'une période d'essai de trois mois, éventuellement renouvelable après accord écrit du salarié.

Pour chaque personne accueillie, il est conclu entre la personne accueillie, l'accueillant familial et, si ce dernier le souhaite, l'employeur un contrat d'accueil conforme aux stipulations d'un contrat type établi par voie réglementaire après avis des représentants des présidents de conseil général.

Article L444-4

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

Les accueillants familiaux perçoivent une rémunération garantie dont le montant minimal est déterminé en référence au salaire minimum de croissance. Le montant de la rémunération est fonction du nombre de personnes accueillies et de la durée du travail. Cette rémunération est complétée des indemnités mentionnées aux 2° à 4° de l'article L. 442-1. Les montants des indemnités mentionnées aux 2° et 3° du même article L. 442-1 sont compris entre un minimum et un maximum fixés par décret.

Le nombre de journées travaillées ne peut excéder pour chaque salarié un plafond annuel de deux cent cinquante-huit jours. Les modalités de détermination de la durée et de suivi de l'organisation du travail sont fixées par accord collectif de travail ou, à défaut, par décret.

L'employeur doit tenir à la disposition de l'inspecteur du travail, pendant une durée de trois ans, le ou les documents permettant de comptabiliser le nombre de jours de travail effectués par le salarié.

Lorsque le nombre annuel de jours travaillés, sans excéder le plafond légal susmentionné, dépasse le plafond fixé par accord collectif de travail, après déduction, le cas échéant, des jours affectés à un compte épargne-temps et des congés reportés dans les conditions prévues à l'article L. 223-9 du code du travail, le salarié doit bénéficier, au cours des trois premiers mois de l'année suivante, d'un nombre de jours supplémentaires de congé égal au dépassement constaté et le plafond de jours travaillés afférent à cette année est réduit à due concurrence.

Article L444-5

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

Lorsque, du fait de la personne accueillie, l'accueil d'une ou plusieurs personnes est provisoirement suspendu, notamment en cas d'hospitalisation ou de séjour dans la famille naturelle, l'accueillant familial a droit à une indemnité dont le montant et les conditions de versement sont définis par décret.

L'employeur qui ne peut pas confier à un accueillant familial le nombre de personnes prévues contractuellement, pendant une durée de quatre mois consécutifs, est tenu soit de recommencer à verser la totalité du salaire à l'issue de cette période, soit de procéder au licenciement économique de l'accueillant familial, motivé par cette absence de personne à confier, ou à la modification d'un élément essentiel du contrat de travail.

Article L444-6

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

Les accueillants familiaux ne peuvent se séparer de l'ensemble des personnes qu'ils accueillent pendant les repos hebdomadaires, jours fériés, congés payés et congés de formation sans l'autorisation préalable de leur employeur. L'employeur est tenu d'accorder le congé principal demandé pendant la période définie au troisième alinéa de l'article L. 223-8 du code du travail. Il est tenu d'accorder d'autres congés, répartis sur l'année, dont la durée minimale est définie par décret.

Pendant les congés des accueillants, l'employeur est tenu de prévoir les modalités d'accueil des personnes accueillies en leur garantissant un accueil temporaire de qualité par un autre accueillant familial ou dans un établissement social et médico-social.

La formation initiale et continue prévue à l'article L. 441-1 du présent code est à la charge de l'employeur qui organise et finance l'accueil de la ou des personnes accueillies pendant les heures de formation.

Article L444-7

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

Lorsque l'accueillant familial relevant du présent chapitre exerce un mandat de délégué syndical, de représentant syndical ou de représentant du personnel, l'employeur organise et finance, le cas échéant, l'accueil des personnes qui lui sont habituellement confiées pendant les temps correspondant à l'exercice de cette fonction.

Article L444-8

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

En cas de retrait d'agrément, l'employeur est tenu de procéder au licenciement dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le président du conseil général informe la personne morale qui l'emploie du retrait ou de la modification du contenu de l'agrément d'un accueillant familial.

Article L444-9

(inséré par Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 art. 57 III Journal Officiel du 6 mars 2007)

En cas de rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur, sauf en cas de faute grave ou lourde, ainsi qu'en cas de rupture à l'initiative du salarié, les parties respectent les délais de préavis suivants :

- 1° Quinze jours pour une ancienneté comprise entre trois et six mois ;
- 2° Un mois pour une ancienneté comprise entre six mois et moins de deux ans ;
- 3° Deux mois pour une ancienneté d'au moins deux ans.

CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

Livre IV Professions et activités d'accueil Titre IV Particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées

- Partie réglementaire-

CHAPITRE I : ACCUEILLANTS FAMILIAUX ET MODALITES D'AGREMENT

Section 1 : Modalités et délai d'instruction de la demande d'agrément

Article R441-1

(Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Pour obtenir l'agrément mentionné à l'article L. 441-1 du présent code, la personne ou le couple proposant un accueil à son domicile, à titre habituel et onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes doit :

- 1° Justifier de conditions d'accueil permettant d'assurer la santé, la sécurité, le bien-être physique et moral des personnes accueillies ;
- 2° S'engager à ce que l'accueil soit assuré de façon continue, en proposant notamment, dans le contrat mentionné à l'article L. 442-1, des solutions de remplacement satisfaisantes pour les périodes durant lesquelles l'accueil viendrait à être interrompu ;
- 3° Disposer d'un logement dont l'état, les dimensions et l'environnement répondent aux normes fixées par l'article R. 831-13 et par le premier alinéa de l'article R. 831-13-1 du code de la sécurité sociale et soient compatibles avec les contraintes liées à l'âge ou au handicap de ces personnes ;
- 4° S'engager à suivre une formation initiale et continue ;
- 5° Accepter qu'un suivi social et médico-social des personnes accueillies puisse être assuré, notamment au moyen de visites sur place.

Article R441-2

(Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

La demande d'agrément, établie sur un formulaire dont le contenu est fixé par le président du conseil général, doit préciser en particulier :

- 1° Le nombre maximum de personnes âgées ou handicapées que le demandeur souhaite accueillir, ainsi que, le cas échéant, la répartition entre ces deux catégories de personnes ;
- 2° Si l'accueil projeté est à temps partiel ou à temps complet.

Article R441-3

(Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

La demande est adressée au président du conseil général du département de résidence du demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette autorité dispose d'un délai de dix jours pour en accuser réception ou, si la demande est incomplète, pour indiquer, dans les conditions prévues par le décret du 6 juin 2001, les pièces

manquantes dont la production est indispensable à l'instruction de la demande et fixer un délai pour la production de ces pièces.

Article R441-4

(Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Le silence gardé pendant plus de 4 mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier complet par le président du conseil général sur la demande d'agrément vaut décision de rejet de celle-ci.

Article R441-5

(Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

L'agrément est accordé pour une période de 5 ans.

La décision d'agrément mentionne le nombre, dans la limite de 3, de personnes pouvant être accueillies au domicile de la personne ou du couple, les modalités d'accueil prévues, ainsi que, le cas échéant, la répartition entre personnes âgées et handicapées.

Article R441-6

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Un délai minimum d'un an doit précéder toute nouvelle demande consécutive à une décision de refus ou de retrait d'agrément.

Article R441-7

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Dans l'année qui précède la date d'échéance de la décision d'agrément ou de renouvellement d'agrément, le président du conseil général indique, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'accueillant familial qu'il doit présenter une demande de renouvellement d'agrément quatre mois au moins avant ladite échéance s'il entend continuer à en bénéficier.

La demande de renouvellement de l'agrément est déposée et instruite dans les mêmes conditions que la demande initiale.

Le dossier est complété, lorsqu'il s'agit du premier renouvellement sollicité, par un document attestant que le demandeur a suivi la formation mentionnée à l'article L. 441-1.

Article R441-8

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Pour réunir les éléments d'appréciation nécessaires à l'instruction des demandes d'agrément ou de renouvellement, le président du conseil général peut faire appel au concours de personnes morales de droit public ou de droit privé relevant des 6° et 7° du I de l'article L. 312-1 du présent code ayant conclu à cet effet une convention avec le département.

Les accueillants familiaux sont tenus de fournir aux services départementaux ainsi qu'aux institutions ou organismes qu'ils désignent à cet effet tous les renseignements qui leur sont demandés et sont en relation directe avec l'accomplissement de leurs missions.

Article R441-9

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Le délai mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 441-2 est de trois mois.

Article R441-10

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

En cas de changement de résidence à l'intérieur du département, l'accueillant familial doit notifier sa nouvelle adresse au président du conseil général par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un mois au moins avant son emménagement.

Lorsque l'accueillant familial change de département de résidence, il notifie, dans les mêmes formes et délais, son adresse au président du conseil général de son nouveau département de résidence, en joignant une copie de la décision mentionnée à l'article R. 441-5.

Le président du conseil général du département d'origine transmet, à la demande du président du conseil général du nouveau département de résidence de l'accueillant familial, le dossier visé à l'article R. 441-2.

Section 2 : Commission consultative de retrait

Article R441-11

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005 et rectificatif JORF 5 février 2005)

Lorsque le président du conseil général envisage dans les conditions prévues à l'article L. 441-2 de retirer un agrément ou d'y apporter une restriction, il saisit pour avis la commission consultative de retrait en lui indiquant le contenu de l'injonction préalable et les motifs de la décision envisagée.

L'accueillant familial concerné est informé un mois au moins avant la date de la réunion de la commission, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, des motifs de la décision envisagée à son encontre. Il est invité à présenter à la commission ses observations par écrit ou à en faire part lors de la réunion de la commission. Il peut se faire assister par un conseil de son choix.

La commission délibère hors de la présence de l'intéressé ou de la personne qui l'assiste.

Article R441-12

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

La commission consultative de retrait instituée par l'article L. 441-2 du code de l'action sociale et des familles comprend, en nombre égal, des membres représentant :

1° Le département.

2° Les accueillants familiaux agréés dans le département.

3° Des associations des personnes âgées et de personnes handicapées.

Le président du conseil général fixe par arrêté le nombre des membres de la commission dans la limite de neuf personnes.

Article R441-13

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Le président du conseil général ou son représentant assure la présidence de la commission consultative de retrait.

Il en désigne les membres.

Les représentants des accueillants familiaux sont choisis par le président du conseil général parmi les personnes proposées par les associations de familles d'accueil déclarées dans le département et, en l'absence d'association, parmi les accueillants familiaux agréés dans le département dont il aura sollicité la candidature.

Article R441-14

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Le mandat des membres de la commission consultative est fixé à trois ans renouvelables.

Chaque titulaire a, pour la durée de son mandat, un suppléant, désigné dans les mêmes conditions.

Article R441-15

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Les membres de la commission consultative sont tenus au secret professionnel dans le cadre des règles instituées par le code pénal.

CHAPITRE II : CONTRAT ENTRE LA PERSONNE ACCUEILLIE ET L'ACCUEILLANT FAMILIAL

Article R442-1

(inséré par Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 2 I, II Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Les litiges relatifs au contrat mentionné à l'article L. 442-1 du code de l'action sociale et des familles relèvent de la compétence du tribunal d'instance du lieu de résidence de l'accueillant familial.

Article D442-2

(Décret n° 2004-1538 du 30 décembre 2004 art. 2 III Journal Officiel du 1er janvier 2005)

(Décret n° 2004-1541 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

1° Le montant minimum de la rémunération journalière des services rendus, visée au 1° de l'article L. 442-1, est égal à 2,5 fois la valeur horaire du salaire minimum de croissance, déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 141-2 à L. 141-7 du code du travail, pour un accueil à temps complet.

La rémunération journalière pour services rendus donne lieu au paiement d'une indemnité de congés payés conformément aux dispositions de l'article L. 223-11 du code du travail.

2° Les montants minimum et maximum de l'indemnité journalière pour sujétions particulières, mentionnée au 2° de l'article L. 442-1, sont respectivement égaux à 1 fois et 4 fois le minimum garanti, déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 141-8 du code du travail.

3° Les montants minimum et maximum de l'indemnité journalière représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie, mentionnée au 3° de l'article L. 442-1, sont respectivement égaux à 2 et 5 fois le minimum garanti, déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 141-8 du code du travail.

Article D442-3

(inséré par Décret n° 2004-1542 du 30 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 1er janvier 2005)

Le contrat passé entre la personne accueillie à titre onéreux au domicile d'un particulier et l'accueillant familial est conforme au modèle de contrat type mentionné à l'article L. 442-1 du présent code et publié à l'annexe n° 3-8.

L'accueillant familial et la personne accueillie (ou son représentant légal) sont liés par un contrat de droit privé, librement négocié entre les deux parties à partir d'un contrat-type.

Toutefois, la spécificité de l'activité d'accueil à domicile de personnes âgées ou handicapées a conduit à un encadrement relatif de la rémunération de cette activité.

Ainsi, la rémunération d'un accueillant familial se compose de 5 éléments suivants :

1) Rémunération journalière pour services rendus

Cette rémunération journalière est l'élément principal de la rémunération des accueillants familiaux.

Son montant est fixé en référence à la valeur horaire du salaire minimum de croissance.

L'article D.442-2 du code de l'action sociale et des familles fixe le montant minimum de cette rémunération journalière à 2,5 fois la valeur horaire du salaire minimum de croissance.

Aucun maximum n'est prévu, laissant la libre négociation s'opérer entre les deux parties concernées.

La valeur du SMIC horaire est de 8,71 euros depuis le 1^{er} juillet 2008.

Afin d'éviter les modifications mensuelles liées à l'alternance de mois de 30 et de 31 jours, il est préférable de lisser le calcul de la rémunération mensuelle sur une période de 30,5 jours par mois.

La rémunération journalière est soumise aux dispositions fiscales relatives aux salaires et donne lieu à prélèvement de cotisations sociales au même titre que les salaires.

Par ailleurs, la rémunération pour services rendus donne lieu au versement de cotisations permettant la validation des périodes considérées pour la détermination du droit à pension.

2) Une indemnité de congé

L'indemnité de congé est calculée sur la base de la rémunération journalière des services rendus.

Cette indemnité est versée mensuellement et correspond à 10 % du montant de la rémunération mensuelle.

Ce mode de calcul, d'une part, constitue une simplification pour la personne accueillie qui n'aura pas à payer les congés lorsqu'ils seront pris, et, d'autre part, permet à l'accueillant familial de percevoir, au titre de ses congés payés, 110 % de sa rémunération mensuelle pour services rendus.

L'indemnité de congé, ainsi payée par avance, se substitue pendant le temps de congé à la rémunération perçue habituellement (principe du non-cumul).

L'indemnité de congé est soumise aux dispositions fiscales relatives aux salaires et donne lieu à prélèvement de cotisations sociales au même titre que les salaires.

3) Une indemnité en cas de sujétions particulières

Cette indemnité, qui ne présente en aucun cas un caractère systématique, doit être prévue dans le cas où la personne accueillie présente un handicap ou un niveau de dépendance susceptible de nécessiter une présence renforcée de l'accueillant familial ou une disponibilité accrue pour assurer certains actes de la vie quotidienne.

Suivant le niveau de sujétions, cette indemnité journalière sera comprise entre 1 et 4 fois le minimum garanti (MG).

Ce sont les deux parties qui décideront si cette indemnité est incluse dans la rémunération et, si c'est le cas, à quel niveau est-elle portée (minimum : 1 MG ; maximum : 4 MG).

L'indemnité en cas de sujétions particulières est soumise aux dispositions fiscales relatives aux salaires et donne lieu à prélèvement de cotisations sociales au même titre que les salaires.

La valeur horaire du minimum garanti est de 3,31 euros depuis le 1^{er} juillet 2008.

4) Une indemnité représentative des frais d'entretien courant de la personne accueillie

Cette indemnité, qui doit être représentative de l'ensemble des besoins de la personne accueillie (à l'exception des produits d'hygiène à usage unique), est modulable et doit être comprise entre 2 et 5 fois le minimum garanti par jour.

Cette indemnité n'est pas soumise aux dispositions fiscales sur les salaires et ne donne pas lieu à cotisations sociales.

Bien que le niveau de l'indemnité représentative des frais d'entretien doit être négocié entre les deux parties, il apparaît difficile de subvenir correctement aux besoins d'une personne, dépendante ou non, avec moins de 4 MG par jour.

5) Une indemnité représentative de mise à disposition de la ou des pièces réservées à la personne accueillie

Cette indemnité doit être proportionnelle à la taille et à la qualité des pièces mises à disposition des personnes accueillies.

Il convient que le montant de cette indemnité tienne compte des différents éléments de confort offerts par le logement mais, en tout état de cause, ce montant devra être calculé au regard du prix moyen des locations dans le secteur environnant.

Le président du conseil général dispose d'un droit de contrôle sur le montant de cette indemnité qui, si son montant est manifestement abusif, peut constituer un motif de retrait d'agrément.

CONCLUSION

Les possibilités laissées à la négociation lors de la conclusion du contrat d'accueil rendent difficile l'évaluation d'une rémunération moyenne de l'accueillant familial.

En effet, la nature de l'offre et de la demande, les prestations demandées, les activités proposées ou encore la surface et le confort du logement sont autant d'éléments à prendre en compte dans le calcul de la rémunération de l'accueillant familial.

Toutefois, on constate que la rémunération d'un accueillant familial se situe généralement entre 1200 et 1800 euros par mois, pour une personne accueillie.

Un accueillant familial peut accueillir à son domicile jusqu'à 3 personnes âgées et/ou handicapées.